



MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Agence Française de Développement
5 Rue Roland BARTHES
75012 PARIS

**OBJET : Intégration du climat, de la biodiversité et du genre dans les
PDR des Régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab
(Maroc)**

Contrat n°VIL-2025-0350

Procédure de passation

Adaptée ouverte – En application des articles R. 2123-1 et R. 2123-4 à R. 2123-7 du Code de la commande publique

Thème : Développement durable / gouvernance / environnement & social

Sous-thèmes transversaux : Environnement & social

Objet : Programme de Développement Régional – PDR (2022-2027) : pour l'ensemble du Programme, réalisation d'un Diagnostic environnemental et social et élaboration puis lancement de la mise en œuvre d'un Plan d'engagement des parties prenantes. Pour chacun des projets ou groupe de projets financés par l'AFD, élaboration d'une Étude d'impact environnementale et sociale comprenant un Plan de gestion environnemental et social et, au besoin, un Plan d'action de réinstallation.

1 Description du contexte

L'Agence Française de Développement (AFD) envisage un appui financier à la mise en œuvre des Programmes de Développement Régionaux (PDR) 2022–2027 des régions de Laâyoune-Sakia El Hamra et de Dakhla-Oued Eddahab. Dans cette perspective, une étude environnementale et sociale (E&S) conjointe est conduite afin d'identifier les risques, impacts et opportunités liés aux projets éligibles à un financement AFD dans les deux régions.

Dans la région de Laâyoune-Sakia El Hamra, le PDR 2022–2027 prévoit un budget global de 2,8 milliards de dirhams, réparti sur quatre grands programmes intégrés, avec pour ambition la création de 14 000 emplois directs et indirects. Le programme de réhabilitation portuaire (980,5 M MAD) inclut l'extension du port de Laâyoune, la troisième tranche des digues de Foum El Oued, ainsi que les projets portuaires à Aftissat et Naila. Le programme de mise à niveau urbaine (495 M MAD, dont 165 M MAD financés par la région) concerne l'amélioration des infrastructures, le désenclavement et des projets de gestion des eaux (lacs collinaires). Le programme de développement économique et social (213 M MAD) soutient l'économie sociale et solidaire, les marchés mobiles et l'accompagnement de l'entrepreneuriat local. Enfin, un programme environnemental (139,5 M MAD) est dédié à la qualité de l'air, l'économie d'énergie et la réhabilitation du patrimoine (ex. : monument CASAMAR à Tarfaya).

Dans la région de Dakhla-Oued Eddahab, le PDR mobilise un budget total de 4,36 milliards de dirhams, dont 2,29 milliards financés par le Conseil régional. Ce programme repose sur cinq axes stratégiques. L'axe capital humain (1,10 Md MAD) soutient l'éducation (accès au préscolaire, hébergement scolaire, classes inclusives, soutien à l'enseignement supérieur), la culture et l'inclusion sociale. L'axe attractivité régionale (2,68 Md MAD) cible la construction d'infrastructures majeures, avec un accent sur l'accès à l'eau potable dans les zones rurales (Bir Anzarane, Aousserd). L'axe développement économique et emploi (420 M MAD) soutient notamment la création d'une zone aquacole à Cintra et l'autonomisation économique des femmes et personnes en situation de handicap. L'axe environnement (50 M MAD) est encore modeste, mais symbolique pour financer des actions de préservation des ressources naturelles. Enfin, un axe transversal de renforcement institutionnel (100 M MAD) vise à consolider les capacités des acteurs publics.

Ces deux régions sahariennes, bien que disposant d'un fort potentiel (énergies renouvelables, économie bleue, tourisme, logistique), sont confrontées à des risques environnementaux et sociaux structurels. À Laâyoune, la surexploitation des nappes, la pollution du littoral et la mauvaise gestion des déchets constituent des menaces majeures. À Dakhla, la lagune – zone RAMSAR d'importance internationale – est exposée à une urbanisation rapide, aux rejets liquides non traités et à l'impact du changement climatique (élévation du niveau de la mer, érosion).

L'étude E&S vise à :

- Apprécier les impacts directs et indirects des projets financés dans chaque région (infrastructures, équipements, filières productives) ;
- Identifier les risques inéligibles (projets de catégorie A au sens des normes AFD) et recommander les mesures d'atténuation appropriées pour les projets éligibles ;

- Proposer une classification des risques par projet selon les standards AFD (A/B+/B-/C) ;
- Intégrer les enjeux transversaux : foncier, genre, jeunesse, inclusion des groupes vulnérables, acceptabilité sociale, résilience climatique et biodiversité.

Cette étude contribuera à sécuriser la future intervention financière de l'AFD dans les deux régions, en cohérence avec son cadre d'intervention au Maroc, en particulier sur les thématiques de mise à niveau urbaine, de gestion durable de l'eau et de valorisation du patrimoine naturel et culturel saharien.

2 Objectif de la Prestation

L'AFD souhaite engager un Consultant pour réaliser la prestation décrite en objet que se décline en trois phases :

Lors d'une première phase, le Consultant, sur la base de la documentation existante, dont les informations fournies par l'AFD et les 2 Régions, élaborera puis présentera à l'AFD et aux deux Régions son approche méthodologique, son plan de travail et son calendrier de mission.

Lors d'une seconde phase, le Consultant réalisera les prestations suivantes :

- Un **Diagnostic environnemental et social** (DES). Le Diagnostic environnemental et social couvrira l'ensemble des projets des PDR susceptibles de bénéficier du financement de l'AFD et focalisera sur : i) le statut et la situation des populations locales dans l'aire d'influence présumée des projets, ii) la capacité des équipes des Maitrises d'ouvrage de la Région à gérer les enjeux environnementaux et sociaux (évaluation du Système de gestion environnemental et social (SGES) actuel et de sa mise en œuvre à ce jour), iii) les principaux enjeux environnementaux et sociaux en lien avec l'aire d'influence présumée de chaque projet et iv) la définition des évaluations environnementales et sociales détaillées à mener pour chaque projet ou groupe de projets.
- Un **Plan d'Engagement des Parties Prenantes** (PEPP). Le PEPP sera mis à jour aux différentes étapes clés du programme. Dès l'étape du diagnostic, il est attendu que le PEPP présente un niveau de détail suffisant pour permettre l'identification des parties prenantes qui seront impliquées dans la mise en œuvre des PDR. Le PEPP devra également définir les actions de consultation et d'information à mettre en œuvre pour démarrer l'engagement le plus en amont possible, dès la phase de pré faisabilité et faisabilité des projets. Le PEPP inclura aussi une description et analyse des actions de concertation menées à ce jour.

Puis, dans une troisième phase, lorsque : i) les premiers résultats du DES seront disponibles (rapport provisoire), ii) les premières actions définies au PEPP auront été lancées et que iii) les premiers résultats des études techniques préliminaires relatives aux projets pourront être disponibles, le Consultant entreprendra la réalisation des prestations suivantes, pour chaque projet ou groupe de projets situé dans une même aire d'influence :

- Une **Étude d'impact environnementales et sociales** (EIES) comprenant un **Plan de gestion environnementale et sociale** (PGES). Dans le cas où les enjeux environnementaux et sociaux seraient mineurs, cette EIES pourra être remplacée par une Évaluation environnementale et sociale sommaire (EESS). Aussi, dans le cas où, même de manière temporaire, des acquisitions de terres, des déplacements de personnes ou d'activités économiques, et/ou des contraintes d'accès aux lieux d'habitation ou d'exercice d'activités économiques soient nécessaires, le Consultant entreprendra la réalisation d'un **Plan d'action de réinstallation** (PAR). Ces évaluations et instruments s'appuieront sur les conclusions du DES et les résultats des premières actions de concertation ou d'information entreprises en lien avec la mise en œuvre du PEPP. Le contenu et le degré d'approfondissement de ces évaluations et instruments seront proportionnels aux enjeux environnementaux et sociaux constatés.

A ce stade il est prévu à titre indicatif, 4 EIES(EESS)-PGES par région et 2 PAR par région.

Pour réaliser ces prestations, le Consultant se référera aux documents clé suivants :

- Politique de maîtrise des risques E&S des opérations financées par l'AFD : <https://www.afd.fr/fr/ressources/politique-de-maitrise-des-risques-environnementaux-et-sociales-lies-aux-operations-financees-par-lafd>
- Cadre environnemental et social de la Banque Mondiale :

<https://www.banquemonddiale.org/fr/projects-operations/environmental-and-social-framework>

- Directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe Banque Mondiale : http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+sustainability/our+approach/risk+managementthsguidelines
- Convention Fondamentales de l'OIT : <http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:11001:0::NO>

3 Description de la prestation demandée

Les étapes à considérer pour la réalisation de la prestation sont définies dans les paragraphes suivants.

Les étapes listées dans cette section présentent une articulation possible des activités à mener pour réaliser la prestation. Le Consultant est libre de proposer des variantes, tant qu'il justifie son approche. Il est notamment encouragé à adapter la méthodologie en fonction de sa compréhension des enjeux du Programme et des projets du PDR.

Le Consultant travaillera en collaboration avec les équipes techniques et les autorités publiques en charge de la mise en œuvre du PDR et précisera l'approche qu'il envisage pour permettre cette collaboration.

3.1 Première phase - Approche méthodologique, Plan de travail et Calendrier de mission

Phase 1 étape 1 – Réunion de démarrage

Le Consultant entamera sa prestation, par une réunion de démarrage à laquelle participeront la Région, l'AREP, et l'équipe projet de l'AFD. Lors de cette réunion, le Consultant présentera son approche méthodologique, son plan de travail pour la prestation, ainsi que son calendrier de mission. Il y sera également question du soutien à apporter par l'AFD, l'AREP, la Région et les autres acteurs du Programme concernés (autorisations, remise de documents, mise en contact avec les parties prenantes), ainsi que le protocole de communication et de préparation des livrables. Les éléments externes pertinents (situation sanitaire et sécuritaire, avancée du PDR, niveau de définition technique de chaque projet) seront communiqués au Consultant lors de cette réunion.

Livrable 1 : Un rapport présentant les éléments méthodologiques et logistiques décrits ci-dessus, ainsi qu'un compte-rendu synthétique résumant les discussions et décisions prises lors de la réunion de démarrage. La longueur de ce rapport ne dépassera pas 20 pages, hors annexes.

Phase 1 étape 2 – Revue de la documentation existante

Lors la première phase de la prestation, le Consultant réalisera une revue de la documentation existante afin de recueillir une partie des informations nécessaires à la préparation du Diagnostic environnemental et social (DES), le Plan d'engagement des parties prenantes (PEPP) et la première mission de terrain

Phase 1 étape 3 – Proposition d'approche méthodologique pour les missions de terrain

Suite à la revue de la documentation existante, le Consultant proposera : i) un programme d'entretiens avec les parties prenantes qui pourront contribuer à priori à la maîtrise des risques et impacts E&S des projets du PDR et ii) un programme relatif aux missions de terrain incluant une proposition de visite des principaux sites identifiés/pré-identifiés pour une appréciation des impacts potentiels environnementaux et sociaux.

En fonction du nombre des projets comportant un site pré-identifié ou identifié, le Consultant pourra proposer un échantillon représentatif de ces sites en justifiant sa proposition (les sites devant être visités devront être ceux présentant a priori les plus grands enjeux environnementaux et sociaux). Dans son offre le consultant expliquera quel type de méthodologie il appliquera à priori en fonction des interlocuteurs (entretiens groupes stratégiques, observation sur les sites, entretiens ad hoc, etc.). Cette approche méthodologique des missions de terrain sera envoyée à l'AFD pour validation préalable.

Il est prévu deux missions de terrain, soit une dans le cadre de l'élaboration des DES et PEPP et une seconde dans le cadre de la préparation des EIES (ESSS)-PGES et des PAR (le cas échéant).

Livrable 2 : Rapport de présentation de la documentation consultées et de l'approche méthodologique pour

les entretiens avec les parties prenantes et les missions de terrain. La longueur de ce rapport ne dépassera pas 50 pages, hors annexes.

3.2 Seconde phase – Préparation du DES et du PEPP

Phase 2 étape 1 – Collecte de données et première mission de terrain

Suite à la première phase, le Consultant effectuera une première mission de terrain comprenant des visites de site et des rencontres avec les principales parties prenantes, afin d'affiner sa compréhension du contexte dans lequel s'insèrent les projets. Cette première mission de terrain pourra être réalisée en 8 à 10 jours ouvrés.

Dans la mesure du possible, et en fonction des informations disponibles concernant le ou les sites des projets pré-identifiés ou identifiés, ces visites de site devraient permettre au Consultant d'obtenir les informations suivantes :

Pour les aspects environnementaux du Diagnostic environnemental et social :

- Une compréhension du PDR et des détails techniques de chaque projet.
- Une compréhension du processus d'évaluation environnementale et sociale requis par la législation marocaine et son application dans la Région.
- Une description du cadre légal et réglementaire E&S applicable au PDR et aux projets, ainsi que les spécificités légales et normatives des secteurs d'intervention du PDR.
- Le schéma institutionnel, rôle et responsabilités pour le PDR et les projets, ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs du PDR.
- Le schéma institutionnel, rôle et responsabilités au niveau des services de la Région et des administrations de l'Etat en lien avec la maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets d'infrastructures.
- Le processus de sélection de l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, du bureau de contrôle, des entreprises et des sous-traitants, ainsi que le processus de préparation des spécifications E&S des travaux.
- Un état initial succinct et général du territoire d'étude ou des zones d'influence des projets lorsqu'elles sont connues sur les plans environnemental et social.

Pour les aspects sociaux du Diagnostic environnemental et social :

- Une description du cadre légal, foncier, des types de tenures et de pratiques foncières rencontrées sur les territoires d'implémentation des programmes et projets, les régimes fonciers coexistant, le droit foncier coutumier avec, lorsqu'applicable, les différences d'application de ce cadre entre les femmes et les hommes.
- Les procédures d'acquisition foncière et de réinstallation involontaire.
- La typologie des espaces naturels exploités existants en précisant, si possible, les usages, les statuts fonciers (droit individuel, droit collectif) et l'organisation des droits fonciers entre les usagers, les systèmes de cession et d'accès aux ressources naturelles en précisant les différences de mise en œuvre de ces usages, statuts et organisation entre les femmes et les hommes.
- Les écarts significatifs entre les textes de loi et les pratiques foncières en ce qui concerne l'administration du foncier (gestion, héritage, vente par exemple).
- Une description des types d'activités économiques présentes dans les territoires d'implémentation des programmes et projets.
- Les principales problématiques foncières pouvant engendrer des conséquences négatives sur l'acquisition du foncier et la réinstallation des personnes impactées, d'utilisation et de gestion des ressources naturelles, des implications qu'il peut avoir sur les dynamiques sociales, économiques et politiques.
- L'identification des enjeux liés au patrimoine culturel matériel et immatériel.

Pour le Plan d'engagement des parties prenantes :

Pendant les missions de terrain, le Consultant rencontrera les parties prenantes du PDR ayant une

responsabilité dans la gestion environnementale et sociale du PDR, dans l'identification et sélection des sites des projets, dans l'acquisition des terrains nécessaires et dans la communication, l'engagement et la concertation des parties prenantes et notamment les associations représentant les populations locales et les femmes. Le Consultant organisera des réunions et consultations avec les représentants de la société civile, les populations locales, les personnes potentiellement impactées ainsi qu'avec d'autres acteurs au niveau de la Région, l'AREP, les agences de l'État, les collectivités et d'autres entités en lien avec les programmes et projets. Ces missions serviront également à affiner l'identification des parties prenantes (p.ex. représentants des populations locales, groupes vulnérables, femmes), qu'il s'agisse ou non de personnes directement ou indirectement impactées par le Programme. Les réunions d'engagement devront conduire à une première évaluation des perceptions/intérêts/positions des populations locales (affectées, hôtes et autres) et des autorités envers le Programme.

Le Consultant tiendra un registre daté des réunions et des consultations engagées pendant ses missions de terrain. Autant que possible, le registre de consultation précisera l'âge et le genre des personnes interrogées, ainsi que leurs professions et/ou leurs responsabilités.

Pour chaque activité d'engagement, les informations suivantes devront être fournies :

- Les formes d'engagement (focus group, entretien individuel ou collectif, atelier, etc.).
- Les raisons de l'engagement.
- Les dates de l'engagement.
- Le nombre de personnes rencontrées en indiquant s'il s'agit de personnes issues des populations locales, le genre et le type de vulnérabilité le cas échéant.

Tous les consultations et engagements avec les parties prenantes devront prévoir également des discussions ciblant les personnes issues des populations locales, les femmes et les personnes vulnérables. L'évaluation menée sur le terrain devra permettre de caractériser les enjeux liés aux populations locales, au genre et aux personnes vulnérables.

Phase 2 étape 2 – Préparation des Livrables (Rapport du DES et PEPP)

A l'issue des étapes A2, A3 et A4 décrites ci-dessus, le Consultant préparera le rapport du DES et le PEPP. La structure attendue de chaque livrable est donnée en présentée en section 4 de ces TdR.

Livrable 3 : Rapport du Diagnostic environnemental et social (150 pages, hors annexes) - version provisoire

Livrable 4 : Plan d'engagement des parties prenantes (50 pages, hors annexes) - version provisoire

Phase 2 étape 3 – Revue des Livrables (Rapport du DES et PEPP)

Lorsqu'une première version complète des rapports du DES et du PEPP sera préparé, le Consultant soumettra ces versions pour revue et validation à l'AFD et à la Région (et le cas échéant à d'autres services concernés de l'Etat), et à tout autre acteur du Programme duquel il serait pertinent d'obtenir un avis. Le Consultant se chargera de coordonner cette revue et de rassembler les commentaires sur une même Fiche de revue des commentaires.

Phase 2 étape 4 – Finalisation des Livrables (Rapport du DES et PEPP)

Une fois les livrables revues et validés par la Région (et le cas échéant par d'autres services concernés de l'Etat), l'AFD et les autres acteurs du Programme, le Consultant les finalisera pour intégrer les commentaires et suggestions reçues. Il transmettra ensuite les livrables finalisés à la Région et à l'AFD pour validation finale.

Livrable 3 : Rapport du Diagnostic environnemental et social - version finale

Livrable 4 : Plan d'engagement des parties prenantes - version finale

3.3 Troisième phase - Réalisation des EIES-PGES (ou EESS) et le cas échéant des PAR

Phase 3 étape 1 – Revue de la documentation existante

En complément de l'étape A2 ci-dessous, avec les nouvelles informations disponibles (études techniques

relatives aux projets notamment) le Consultant réalisera une revue complémentaire de la documentation existante focalisant sur les aires d'influence des projets.

Phase 3 étape 2 – Collecte complémentaire de données et seconde mission de terrain

En complément de la mission de terrain de la phase 2 et en focalisant sur les aires d'influence des projets, le Consultant effectuera une seconde mission de terrain comprenant des visites de site et des rencontres avec les principales parties prenantes, afin d'affiner sa compréhension des enjeux, risques et impact environnementaux et sociaux négatifs potentiels des projets. Cette seconde mission de terrain pourra également être réalisée en 8 à 10 jours ouvrés.

Ces visites de site devraient permettre au Consultant de réaliser les prestations suivantes :

Phase 3 étape 3.1 – Réalisation des EIES (ou EESS)

Pour chacun des projets ou groupe de projets sélectionnés pour le financement de l'AFD, le Consultant préparera une Étude d'impact environnementale et sociale (EIES) conforme à la Réglementation nationale en prenant en compte les résultats du DES et des recommandations faisant suite aux premières réunions de concertation et d'information issues de la mise en œuvre du PEPP. Pour les projets dans les impacts E&S seraient mineurs ou faibles, il réalisera une Évaluation environnementale et sociale sommaire (EESS).

L'EIES répondra à un triple objectif :

- Permettre au maître d'ouvrage du projet de concevoir un projet respectueux de l'environnement et des populations en définissant l'ensemble des activités et mesures à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale du projet ;
- Permettre aux parties intéressées (notamment les personnes appartenant aux communautés locales) d'être informées et de participer à la conception du projet ;
- Contribuer au processus de suivi ex-post que l'AFD effectue sur ses financements.

Pour chacun des projets ou des groupes de projets, le Consultant définira leur aire d'influence. Celle-ci comprend à minima l'ensemble des sites d'implémentation des composantes du projet et des infrastructures associées nécessaires à leur réalisation et/ou leur exploitation. L'aire d'influence du projet sera présentée sur un plan de localisation à une échelle adaptée permettant de la situer aisément dans le territoire où elle se trouve.

Suite à une description des aspects environnementaux et sociaux concernés et de la sensibilité des zones d'influence des projets et de l'identification des impacts E&S de ces mêmes projets, les EIES proposeront des mesures de maximisation des impacts positifs, et des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire, et si nécessaire compenser les effets négatifs des projets sur l'environnement et les populations, en veillant à ne pas exacerber toutes tensions sociales existantes.

Phase 3 étape 3.2 – Préparation des PGES

Les mesures et conditions de mise en œuvre des mesures définies à l'EIES (EESS) seront reprises, puis détaillées et opérationnalisées dans le Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) qui constituera une section du rapport d'EIES (EESS).

Le PGES aura pour objectif de permettre aux différents intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, assistance technique, etc.) de connaître l'étendue de leurs responsabilités et de répertorier l'ensemble des activités à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale des projets. Il constituera aussi pour l'AFD, un outil de suivi de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux pris par le maître d'ouvrage à l'issue du processus d'évaluation environnementale et sociale des projets.

Livrable 5 : Rapports d'EIES (EESS) comprenant un PGES (150 pages, hors annexes) - version provisoire

Phase 3 étape 4 – Préparation des PAR

Pour chacun des projets ou groupe de projets où, même de manière temporaire, des acquisitions de terres,

des déplacements de personnes ou d'activités économiques et/ou des contraintes d'accès aux lieux d'habitation ou d'exercice d'activités économiques sont prévus, le Consultant préparera un Plan d'action de réinstallation (PAR) conforme à la Réglementation nationale tout en prenant en compte la Politique de maîtrise des risques environnementaux et sociaux de l'AFD, ainsi que la Norme environnementale et sociale No.5 (NES 5) de la Banque Mondiale lorsque des écarts trop importants avec la réglementation nationale sont constatés.

Livrable 6 : PAR (150 pages, hors annexes) - version provisoire

Phase 3 étape 5 – Revue des Livrables (EIES (EESS)-PGES, PAR)

Lorsqu'une première version complète du rapport de l'EIES (EESS)-PGES et du PAR sera finalisée, le Consultant soumettra celle-ci pour revue et validation à l'AFD et à la Région (et le cas échéant à d'autres services concernés de l'Etat) et à tout autre acteur du Programme duquel il serait pertinent d'obtenir un avis. Le Consultant se chargera de coordonner cette revue et de rassembler les commentaires sur une même Fiche de revue des commentaires.

Phase 3 étape 6 – Finalisation des Livrables (EIES (EESS)-PGES, PAR)

Une fois les livrables revues et validés par la Région (et le cas échéant par d'autres services concernés de l'Etat), l'AFD et les autres acteurs du Programme, le Consultant les finalisera pour intégrer les commentaires et suggestions reçues. Il transmettra ensuite les livrables finalisés à la Région et à l'AFD pour validation finale.

Livrable 5 : Rapports d'EIES (EESS) comprenant un PGES - version finale

Livrable 6 : PAR - version finale

4 Description détaillée des livrables

4.1 Diagnostic Environnemental et Social (DES) (Livrable 3)

La finalité du Diagnostic environnemental et social est de disposer d'une description et d'une évaluation : i) du statut et de la situation des populations locales dans l'aire d'influence présumée des projets, ii) de la capacité des équipes des Maitrises d'ouvrage de la Région à gérer les enjeux environnementaux et sociaux (évaluation du Système de gestion environnemental et social (SGES) actuel et des résultats de sa mise en œuvre à ce jour), iii) des autres principaux enjeux environnementaux et sociaux en lien avec l'aire d'influence présumée de chaque projet et iv) des évaluations environnementales et sociales détaillées à mener pour chaque projet ou groupe de projets.

Le Diagnostic sera développé sur la base de la documentation existante, des visites de terrain et des rencontres des principaux interlocuteurs concernés par les projets.

A titre indicatif, le Diagnostic pourrait contenir les sections suivantes :

1. *Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*
2. *Liste des acronymes*
3. *Glossaire*
4. *Résumé non technique*
5. *Introduction*
6. *Description du Programme*
 - Présentation générale du Programme ;
 - Informations concernant les programmes et projets du PDR ;
 - Caractéristiques spécifiques pour chaque programmes et projets de manière synthétique en format tabulaire ;
 - Infrastructures associées anticipées ;

- Dans la mesure du possible, la localisation cartographique des programmes et projets. Par exemple, une carte qui localise les programmes et projets avec légende qui les catégorise. Les informations clés seront détaillées dans le tableau de synthèse ;
- Calendrier général de mise en œuvre des programmes et projets.

7. *Description du cadre législatif et institutionnel en matière E&S*

Le Consultant décrira le contexte législatif qui s'applique à la mise en œuvre du PDR et celle s'appliquant aux projets, tant sur les aspects environnementaux que sociaux, que sur les risques climatiques, de santé-sécurité, de genre, les droits humains, à savoir :

- La réglementation marocaine en termes environnementaux et sociaux ;
- Les textes internationaux ratifiés par le Maroc ;
- Les politiques et normes environnementales et sociales de l'AFD.

Le Consultant devra également effectuer une analyse des écarts entre les réglementations marocaines et les Normes environnementales et sociales (NES) de la Banque Mondiale et proposer des mesures pour combler ces écarts, dans le cas où des écarts importants sont constatés.

Le schéma institutionnel d'ensemble du Programme a été identifié par le PDR. Il est composé d'un organe d'impulsion et de pilotage (Conseil Régional et Wilaya) et d'un organe d'exécution (Agence Régionale d'Exécution des Projets – AREP – et des différentes administrations déconcentrées et agences de l'État). Les sous-schémas institutionnels pour les projets ont été aussi établis par le PDR en fonction du type du porteur de projet.

À partir de ces schémas, le Consultant devra identifier de manière spécifique les institutions en charge de la mise en œuvre des réglementations environnementales et sociales, y compris les institutions et organes en charge des droits des femmes. Cette description devrait également identifier les procédures et les acteurs impliqués dans l'obtention des autorisations environnementales et sociales nécessaires à la mise en œuvre des projets.

8. *Description et évaluation du Système de gestion environnemental et social (SGES) de chaque Région*

Le Consultant décrira le Système de gestion environnemental et social mis en place par chaque Région y compris les éventuels appuis des services de l'état. Il s'agira de décrire les rôles et responsabilités, les ressources, les politiques et procédures en place pour maîtriser les risques environnementaux et sociaux des projets sous la maîtrise d'ouvrage de chaque Région.

9. *Description sommaire de l'état initial de l'environnement à l'échelle de chaque Région*

Le Consultant décrira dans cette section les principales caractéristiques et enjeux environnementaux et sociaux de chaque Région. Cette partie inclura une description aussi détaillée que possible, tout en étant proportionnelle aux enjeux environnementaux et sociaux anticipés, des milieux biophysiques, physiques et sociodémographiques.

10. *Screening des Projets et définition des évaluations à mener et des instruments à développer*

À ce stade, les informations relatives aux projets sont limitées et ne permettent pas d'évaluer les risques E&S des projets de manière précise. Le Consultant doit développer une procédure de screening lui permettant d'évaluer la sévérité des risques et des impacts, de définir les évaluations E&S à mener et les instruments E&S à développer.

Cette procédure s'appuiera sur des critères de sélection ou d'exclusion des projets en fonction des risques et impacts anticipés. Pour les projets retenus au financement de l'AFD, cette procédure permettra de déterminer les évaluations à réaliser et les instruments à développer (exemple : Etude d'impact environnemental et social (EIES), Évaluation environnementale et sociale simplifiée (EESS), Plan d'action de réinstallation (PAR)).

Cette procédure sera présentée dans le rapport du Diagnostic environnemental et social.

Les objectifs spécifiques de la procédure de screening sont :

- Déterminer quels sont les projets susceptibles d'avoir des impacts négatifs sur le plan environnemental et social et quels sont les niveaux de risques de ces impacts ;
- En référence à la Norme environnementale et sociale N°1 (NES 1), déterminer à quelle catégorie

le projet appartient (A, B+, B ou C - les projets catégorisés 'A' seront écartés du financement de l'AFD) et vérifier qu'il n'est pas dans le périmètre d'application de la Liste d'exclusion de l'AFD ;

- iii. Indiquer les projets susceptibles d'impliquer des acquisitions de terres, des déplacements de populations ou d'activités économiques ou des contraintes d'accès ;
- iv. Identifier, par projet (ou groupes de projets) le type et l'ampleur de l'évaluation à réaliser et des instruments à développer (EIES-PGES, ESSS, PAR, autre).

A noter que pour les projets classés en catégorie C, il ne sera pas nécessaire de préparer d'évaluation E&S, mais le Consultant pourra proposer des mesures de gestion adaptée (par exemple un PGES sommaire).

v. Montage institutionnel et renforcement des capacités

Suite à l'analyse du SGES décrite ci-dessus et afin de renforcer la performance de la maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets, le Consultant indiquera si une expertise spécifique est requise dans l'équipe en charge de cette maîtrise des risques, que ce soit à la Région ou dans d'autres services de l'Etat. Le Consultant évaluera si les capacités sont suffisantes, et au besoin proposera des mesures de renforcement, ce pour apporter un appui pour la mise en œuvre des mesures qui seront prévues dans les recommandations du Diagnostic ainsi que dans la documentation E&S développée pour chacun des projets ou groupe de projets.

vi. Calendrier et estimation des coûts

A défaut de pouvoir établir un budget détaillé de maîtrise des risques environnementaux et sociaux, le Consultant listera l'ensemble des postes de coûts et les sources de financement (études, validation des études, formation, diffusion des informations, etc.).

4.2 Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) (Livable 4)

Le PEPP doit être un document autoportant qui sera adapté de périodiquement par la Région en fonction du contexte ainsi que de l'avancement de la mise en œuvre du PDR.

A titre indicatif, son contenu pourrait être :

1. *Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*
2. *Liste des acronymes*
3. *Glossaire*
4. *Introduction*
5. *Objectifs des consultations de parties prenantes*
6. *Description du Programme*

Brève synthèse du PDR, comprenant sa justification, sa gestion et son pilotage, ainsi qu'une description des projets.

7. *Contexte de la Région et principaux enjeux environnementaux et sociaux*

Résumé des principales caractéristiques et enjeux environnementaux et sociaux de la Région, identifiés au Diagnostic environnemental et social (DES).

8. *Cadre légal et juridique*

Description de la législation marocaine relative à l'engagement des parties prenantes, aux consultations et aux enquêtes publiques menées dans le cadre des études E&S. Description également des exigences de la NES 10 de la Banque mondiale et des exigences particulières pour les personnes vulnérables.

9. *Identification et analyse des parties prenantes*

Le consultant présentera une liste de chaque partie prenante identifiée par catégorie en justifiant leur intérêt et/ou influence sur le PDR. Le Consultant se basera sur les informations disponibles sur le terrain et au niveau du schéma institutionnel d'ensemble et l'identification préliminaire effectuée par le PDR entre parties prenantes internes et externes.

10. *Engagement et consultations passées*

Le Consultant listera toutes les activités d'engagement et consultation réalisées à la date de préparation du PEPP. Cela comprend toutes les réunions et consultations réalisées pendant la préparation du PDR et celles réalisées également dans le cadre de la préparation du diagnostic environnemental et social. Le détail des parties prenantes, la méthode d'engagement/consultation, l'objectif, la date, l'entité responsable et le lieu seront également identifiés. Les comptes-rendus détaillés, les listes d'émargement et les photos des réunions seront fournis en annexe du PEPP.

11. Méthodologie de consultation

Les activités de consultations ont comme objectif de : i) disséminer l'information du PDR, ii) établir un cadre de confiance mutuelle entre les équipes du PDR et les parties prenantes, y compris les communautés affectées, et établir un processus de retour/feedback efficace. Le Consultant décrira la méthodologie adoptée pour l'engagement et les consultations. Cette méthodologie prendra en compte le plan de communication et les outils de diffusion prévus par le PDR.

12. Planning et étapes clés de consultation

Le Consultant devra détailler le programme d'engagement et consultation en indiquant les étapes clés pour la diffusion des informations de chaque projet. Ce planning devra être réalisé en lien avec le plan de communication du PDR ainsi qu'avec l'avancement des études techniques, du Diagnostic environnemental et social (DES) et les études E&S spécifiques prévus pour chaque projet.

13. Mécanisme de gestion des plaintes

Cette section définira les objectifs du mécanisme et son fonctionnement selon les phases du Programme et des projets. Une plainte peut être traitée à plusieurs échelons selon le contexte et s'appuyer en premier lieu sur les mécanismes locaux de résolution des conflits déjà existant. Cette section définira :

- Les critères d'éligibilité pour déposer une plainte et pour que celle-ci soit recevable (Qui ? Quel type de plainte ? Quel délai pour déposer une plainte ? Etc.).
- Les modalités d'enregistrement (où ? par quel biais ? etc.) et de centralisation des plaintes. Le Consultant mettra en annexe un modèle de registre de plaintes et proposera une classification des plaintes selon leur type.
- Les modalités d'analyse et de traitement-réponse des plaintes : personnes ressources, méthodologie de traitement des plaintes, délais de réponse et de résolution.
- Les motifs d'irrecevabilité d'une plainte et les autres recours qui peuvent être mobilisés par le plaignant dans le cas où la solution proposée ne lui convient pas.

Le mécanisme de gestion des plaintes doit être accessible à toute personne y compris les personnes vulnérables. Pour ce faire, des accompagnements spécifiques et la confidentialité de la plainte peuvent être envisagés.

14. Rôles et responsabilités du PEPP

Sur la base des informations collectées pendant les missions de terrain et les dispositions du PDR, le Consultant établira la liste des entités/personnes et leur rôle vis-à-vis du PEPP.

15. Suivi et reporting

Le PEPP doit documenter les activités de mobilisation menées et toutes les activités de mobilisation subséquentes des intervenants. Les activités seront consignées afin : i) de s'assurer que les résultats souhaités sont atteints et ii) de maintenir un dossier exhaustif des activités de mobilisation entreprises et des questions soulevées. Le Consultant proposera un système de suivi et reporting pour le PEPP. Des indicateurs de performance de l'engagement des parties prenantes et des consultations seront établis.

4.3 Étude d'impact environnemental et social (EIES) (Livrable 5)

Pour chaque projet ou groupe de projets susceptibles de bénéficier du financement de l'AFD, le Consultant mènera systématiquement une EIES ou une Évaluation environnementale et sociale simplifiée (EESS).

Sur la base de la documentation existante, de visites de terrain et de rencontres avec les principaux interlocuteurs concernés par le projet, et dans le cas où le Consultant le jugerait nécessaire, sur la base également des résultats relatifs à des campagnes de mesures, des échantillonnages et des relevés, l'EIES

devra permettre d'atteindre les objectifs suivant :

- identifier les principaux impacts du projet avant et pendant les travaux et en phase d'exploitation sur son environnement et sur les populations ;
- le cas échéant, sélectionner les alternatives de projet suivant leurs impacts négatifs, et d'optimiser la conception du projet pour éviter ou réduire les principaux impacts ;
- proposer des mesures de maximisation des effets positifs du projet ;
- proposer des mesures d'évitement ou de réduction des effets négatifs (ainsi que, le cas échéant, des mesures de compensation des impacts résiduels après atténuation) et les conditions de leur mise en œuvre et de leur suivi.

A titre indicatif, le rapport d'EIES pourrait inclure les sections qui suivent. (Dans le cas d'une Évaluation environnementale et sociale simplifiée (EESS), ce contenu pourra être simplifié pour ne porter que sur les enjeux en présence) :

1. *Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*

2. *Liste des acronymes*

3. *Glossaire*

4. *Résumé non technique*

5. *Introduction*

6. *Description du Projet*

Le Consultant décrira de manière succincte le Projet en insistant sur ses aspects posant des risques ou pouvant entraîner des impacts environnementaux et sociaux.

7. *Description du contexte législatif et institutionnel*

Le Consultant décrira les textes réglementaires nationaux applicables au Projet.

8. *Analyse des alternatives au projet*

Le cas échéant, le Consultant décrira les alternatives et variantes de projet étudiées, et précisera les raisons notamment environnementales et sociales qui ont présidé à la conception du projet : choix du site, choix du type de projet, choix de conception, etc. Il comparera ces alternatives du point de vue de leur impact environnemental et social et sur les relations de genre, de leurs coûts d'investissement et d'exploitation, de leur compatibilité avec les conditions locales et par rapport aux besoins institutionnels, de formation et de suivi. Cette analyse devra inclure l'analyse de l'alternative « sans projet »).

9. *Description du projet (y compris les infrastructures associées)*

Le Consultant décrira le projet de manière concise (dans le cas où plusieurs alternatives de projets étaient initialement proposées, le projet retenu sera décrit, après avoir veillé à l'optimisation du projet dans une logique d'évitement des impacts environnementaux et sociaux). Cette description visera à décrire les facteurs d'impact du projet, en phase de pré-construction, de construction, d'exploitation et de démantèlement.

10. *Description de l'état initial*

Pour chaque aspect de l'état initial, la description portera sur l'aire d'influence du projet. Les données de base à récolter devront porter sur les principaux enjeux E&S identifiés au moment du cadrage de l'étude.

Le travail du Consultant consistera à assembler, évaluer et présenter (cartographie et texte) les données de base sur les éléments pertinents qui caractérisent l'environnement et les populations de la zone d'influence du projet afin de :

- identifier et localiser les sensibilités et potentialités des territoires, milieux et populations concernés ;
- identifier les risques naturels et les risques résultants d'activités humaines ;
- analyser la situation par rapport à des normes et des conventions.

Les éléments qui caractérisent l'environnement et les caractéristiques sociales de la zone d'étude sont indiqués ci-dessous. A noter que cette liste est indicative et devra être adaptée en fonction du contexte environnemental et social du projet. Dans l'éventualité où certains enjeux indiqués ne sont pas pertinents ou applicables au projet, ils pourront être écartés avec justification succincte. A l'inverse, les enjeux manquants pourront être ajoutés le cas échéant.

Les données environnementales et sociales seront obtenues principalement à partir de données bibliographiques existantes, d'observations directes et d'entretiens avec les parties prenantes pertinentes. Cependant, dans le cas d'enjeux importants liés à une ou plusieurs aspects environnementaux ou sociaux identifiés lors de la phase de cadrage et/ou suite aux exigences des autorités environnementales nationales, le Consultant pourrait avoir à réaliser des campagnes de mesures, des échantillonnages et des relevés.

Les aspects environnementaux et sociaux potentiellement concernés sont :

- Milieu physique : topographie, géologie, pédologie, climat et météorologie (changements climatiques), eaux superficielles (hydrologie, qualité des eaux, zones inondables, usages) et souterraines (identification, vulnérabilité, épaisseur, perméabilité, transmissivité, direction d'écoulement, niveaux piézométriques, qualité des eaux des aquifères concernés, usages), périmètres de risques naturels et servitudes.
- Milieu biologique terrestre et aquatique : aires protégées (parcs nationaux, zones Ramsar, sites Unesco, forêts classées, etc.), analyse écologique du site (état de conservation, corridors écologiques et connectivité, fragmentation), habitats écologiques (représentativité et rareté dans l'éco-région), espèces floristiques et faunistiques (indice de biodiversité, abondance, rareté, statut UICN, préciser la présence d'espèces endémiques et la présence d'espèces exotiques envahissantes), ressources naturelles d'importance culturelle, sociale ou économique, services rendus par les écosystèmes.
- Milieu humain : Les données collectées seront sexo-différenciées pour identifier la place et le rôle des hommes et des femmes. En particulier le nombre de ménages affectés par le projet et dirigés par des femmes et des personnes vulnérables sera indiqué.
- Environnement socio-économique : historique de l'occupation du site, caractéristiques démographiques, conditions de vie des populations (y compris santé et sécurité), fonctionnement des ménages (répartition des charges et des tâches, partage des responsabilités, répartition des revenus) et nombre de ménages dirigés par des femmes, réseaux de solidarité, de parenté et de sociabilité, religions et croyances, rapports entre les hommes et les femmes en matière d'accès, usage et contrôle des ressources et des services, participation à la prise de décision;
- Organisations et institutions communautaires : organisations sociales, organisations villageoises et traditionnelles, processus de prise de décision (formels et informels) et institutions politiques dont niveau de participation des femmes ;
- Activités économiques : identification des principales activités de la zone d'étude, agriculture / élevage, industrie, services, commerces locaux, commerce informel, circuits d'approvisionnement et de commercialisation, systèmes de production villageois, artisanat, chasse, pêche, utilisation des ressources naturelles, dont niveau de participation et d'organisation des femmes ;
- Infrastructures et services de base (services publics ou communautaires) : eau potable, électricité, éducation, santé, collecte des déchets, eaux usées et pluviales, transports et déplacements, conditions actuelles d'accès au site, etc. précisant la place, le rôle et le niveau de participation/d'accès des femmes ;
- Système d'accès au foncier : tenure foncière et modalités concrètes d'accès à la terre, y compris coutumières, notamment pour les femmes ;
- Patrimoine : historique, culturel, rôle des hommes et des femmes dans la gestion du patrimoine (sites/lieux sacrés, tombes, lieux de cultes) ;
- Pollutions du site susceptibles d'impacter la santé : bruit (sources de bruit, contributions sonores, niveaux sonores), pollution de l'air (sources, paramètres concernés), pollution des eaux et des sols (origine, historique), déchets (type, risques), etc. ;
- Risques industriels et servitudes ;
- Présence de structures d'aide au développement local (programmes gouvernementaux, associations, ONG, etc.).

11. Détermination et description des impacts du projet

Le Consultant veillera au respect et à la justification de la séquence ERC (Éviter, Réduire, Compenser). Il devra justifier l'impossibilité d'éviter certains impacts avant de proposer de les réduire. Les impacts résiduels feront l'objet de mesures compensatoires. Les impacts du projet seront analysés pour les enjeux environnementaux et sociaux mentionnés au chapitre précédent.

Le Consultant devra :

- Qualifier les impacts : positif / négatif, direct / indirect, temporaire / permanent, évitable / inévitable, réversible / irréversible.
- Quantifier les impacts dans la mesure du possible : surface impactée, contribution sonore, débits rejetés, etc. Leur attribuer, autant que faire se peut, une valeur économique.
- Déterminer les impacts sur les populations, avec une approche quantitative (nombre de personnes et de villages affectés) et qualitative (en précisant les différents impacts possibles par ethnies / villages / populations dont groupes vulnérables / genre dont proportion de femmes affectées).
- Identifier de manière spécifique les dangers potentiels pour les travailleurs et les populations, notamment ceux susceptibles de constituer une menace pour leurs vies. En outre, lorsque cela est pertinent, le Consultant analysera le risque d'impact pour la santé humaine et les milieux, en identifiant les récepteurs, les voies de transfert et le degré d'exposition.
- Identifier les impacts cumulatifs, c'est-à-dire analyser la façon dont les impacts spécifiquement liés au projet étudié se surajoutent aux impacts déjà connus de projets en cours ou de projets prévus à court terme impactant la même zone.
- Effectuer une évaluation de la vulnérabilité du projet au changement climatique.
- Identifier les impacts des infrastructures associées, à savoir les installations qui ne sont pas financées dans le cadre du projet et qui ne seraient pas construites ou agrandies en l'absence du projet et sans lesquelles le projet ne serait pas viable (carrières et sites d'emprunts).
- Distinguer les effets par phases : effets liés à la phase de travaux, effets liés à la phase d'exploitation, et effets liés à la phase de fermeture et remise en état. Remarque : Dans le cas où le projet a une durée de vie limitée ou si le site doit fermer, l'EESR et le PGES (Cf. chapitre suivant) décrivent les mesures nécessaires à la fermeture du site à la fin de vie du projet, dont i) les conditions techniques et opérationnelles de cet arrêt/fermeture, ii) les éventuelles conditions de remise en état du site (carrières, mines par exemple), de dépollution, de démantèlement des installations, des bâtiments..., iii) les conditions nécessaires à la réinsertion professionnelle des employés.
- Identifier spécifiquement, le cas échéant, les impacts sur les populations locales et/ou les groupes défavorisés.

12. Définition des mesures de mitigation

Le Consultant proposera et décrira les mesures de mitigation environnementales et sociales que le Maître d'ouvrage s'engagera à mettre en œuvre : bonification des impacts positifs, évitement puis réduction des impacts négatifs, compensation des impacts résiduels.

La description des mesures E&S devra clairement identifier :

- Les mesures en phase de construction : ouvrages provisoires et mesures / précautions à prendre sur le chantier ;
- Les mesures en phase d'exploitation : ouvrages permanents, dispositions de conception durable, exploitation et maintenance ;
- Les mesures en phase de démantèlement ;
- Les mesures de suivi : moyens de surveillance de la construction et de suivi en exploitation ;
- Les mesures de renforcement de capacités nécessaires à la mise en œuvre de l'ensemble des mesures décrites ci-avant.

Concernant les risques pour les ouvrier et la population en phase chantier, notamment ceux susceptibles de constituer une menace pour leurs vies, cette section de l'EIES décrira les mesures de prévention et de

protection, les modalités de formation des travailleurs, prévoira la consignation par écrit des accidents, des maladies et des incidents du travail et la rédaction de rapports à leur sujet, décrira les mesures de prévention, de préparation et de réponse aux situations d'urgence, et décrira les solutions pour lutter contre les effets négatifs tels que les blessures, les décès, les handicaps et les maladies professionnelles.

A noter que concernant les mesures en phase de construction, l'AFD s'est dotée d'un Dossier type d'Appel d'Offres Travaux (disponible en ligne), dans lequel sont décrites les mesures environnementales, sociales, santé et sécurité applicables aux marchés de travaux financés par l'AFD. La section concernée de ce dossier est accessible en ligne sur le site internet de l'AFD et sera utilement exploité par le Consultant aux fins de production du chapitre concerné.

Le Consultant veillera à recommander des mesures techniquement réalisables, économiquement rentables et socialement acceptables aux fins de prévenir ou d'atténuer à des niveaux acceptables les effets négatifs. Il veillera à ce que ces mesures soient compatibles entre elles et ne soient pas la cause de nouveaux impacts négatifs.

Il identifiera et évaluera les impacts résiduels et prévoira le cas échéant des mesures de compensation des impacts résiduels significatifs.

Les mesures environnementales et sociales seront décrites et cartographiées précisément, afin de faciliter leur mise en œuvre opérationnelle.

NB : le Consultant s'assurera que les mesures environnementales et sociales figurant dans l'EIES (et reprises dans le PGES ci-après) :

- sont spécifiquement validées par le Maître d'ouvrage ;
- ont été intégrées à la conception du projet par l'équipe technique à l'issue de réunions de travail communes pour s'assurer que ces mesures sont comprises et intégrées. Cela sera spécifié explicitement dans le rapport, et les comptes rendus de réunions seront annexés au rapport de l'EIES pour le confirmer.

4.4 Phase 2 – Plan de gestion environnemental et social (PGES) (Livrable 5)

Le PGES précise les conclusions de l'EIES en décrivant les modalités pratiques et opérationnelles de mise en œuvre et de suivi des mesures d'atténuation ou de compensation des impacts.

Le PGES a pour objectifs de permettre aux différents intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, assistance technique, etc.) de connaître l'étendue de leurs responsabilités et de répertorier l'ensemble des activités à mettre en œuvre pour améliorer la qualité environnementale et sociale des projets. Pour l'AFD, il est un aussi outil de suivi de la mise en œuvre des engagements environnementaux et sociaux pris par le maître d'ouvrage.

Pour répondre à ces objectifs, le PGES rappelle brièvement les effets négatifs du projet définis dans l'EIES, en séparant la phase de réalisation des investissements (construction), la phase d'exploitation et le cas échéant la phase de démantèlement ou fin de vie, et en précisant : (i) la cible affectée par l'impact, (ii) l'importance relative de l'impact, (iii) sa probabilité d'occurrence et (iv) sa durée (temporaire/ permanent ; court, moyen ou long terme).

Le PGES décrit également les mesures d'atténuation :

- Description détaillée, illustrée si besoin par des plans et illustrations, précisant le cas échéant les normes à respecter, indiquant le calendrier (phase construction, phase exploitation, phase de démantèlement, échelonnement et coordination avec le calendrier d'ensemble du projet) et les modalités de mise en œuvre. Cette description permet ainsi de répondre aux questions : « Quoi » ? « Où » ? « Quand » et « Comment » ?
- Responsabilité de mise en œuvre des mesures, avec des précisions utiles sur les personnes ou organismes en charge. Cette description permet de répondre à la question : « Qui » ?

Le PGES décrit aussi les modalités de suivi environnemental et social, pour permettre de vérifier que les engagements pris par le Maître d'ouvrage sont bien respectés et que les mesures mises en œuvre sont efficaces. Pour cela sont développés :

- Une description précise du suivi, assortie de détails techniques, indicateurs, y compris le cas échéant

des paramètres à mesurer, des méthodes à employer, des lieux de prélèvement d'échantillons, du calendrier et de la fréquence des mesures, de leur durée dans le temps, des limites de détection, et de la définition de seuils signalant la nécessité de prendre des mesures correctives. Les indicateurs de suivi devront autant que possible être désagrégés par sexe et ventilés selon les différents groupes sociaux

- Une description des modalités de mise en œuvre de ce suivi : acteurs en charge du suivi, procédure de suivi, établissement de rapports de suivi, actions correctives en cas de non-réalisation ou d'inefficacité des mesures, etc.

Le PGES analyse les besoins et recommande les actions de renforcement de capacités nécessaires à la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation, de compensation et de suivi : analyse de l'efficacité organisationnelle (existence et performance du système de management environnemental et social du projet), du fonctionnement institutionnel, des capacités des organismes ou personnes responsables, des besoins de recrutement, des besoins d'expertises, des besoins de formation y compris sur les aspects santé-sécurité et sur la prise en compte du genre, etc.

Finalement, il inclut une estimation du coût des mesures d'atténuation, de compensation et de suivi, sans oublier le coût des actions de renforcement de capacités jugées nécessaires à l'issue de l'analyse décrite ci-dessus. Les coûts d'investissement et de fonctionnement sont estimés et les sources de financement sont précisées.

4.5 Phase 2 – Plan d'action de réinstallation (PAR) (Livrable 5)

Pour chaque projet ou groupe de projets où, même de manière temporaire, des occupations de terres, des déplacements de personnes ou d'activités économiques et/ou des contraintes d'accès aux lieux d'habitation ou d'exercice d'activités économiques sont prévus, le Consultant développera un Plan d'action de Réinstallation (PAR). Ce PAR pourra se limiter à la définition de mesures de restauration de moyens de subsistance dans le cas où seules des activités génératrices de revenus sont impactées.

Le PAR devra être préparé en concomitance avec l'EIES et prendre en compte les résultats du Diagnostic environnemental et social.

Le PAR sera en principe basé sur les exigences de la réglementation nationale, mais si des écarts trop importants avec le Cadre environnemental et social de la Banque mondiale sont constatés, le Consultant suggérera des mesures pour combler ces écarts.

Le contenu de ces TdRs proposé ci-dessous devra être adapté en fonction des impacts particuliers de chacun des projets ou des groupes de projets. Il pourra être simplifié par exemple dans le cas où pour un Projet il n'y a que des impacts temporaires sur des activités économiques.

A titre indicatif, le contenu du PAR pourrait être divisé en trois parties, une partie introductive, une partie définissant le contexte et une autre définissant les mesures de compensation et les modalités pratiques de leur mise en œuvre :

1. *Table des matières (incluant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies)*
2. *Liste des acronymes*
3. *Glossaire*
4. *Résumé non technique*
5. *Introduction*

A – Partie définissant le contexte dans lequel sera mise en œuvre le PAR

6. Description du Projet

Le Consultant focalisera sur les composantes ou activités du projet à l'origine de déplacement et de réinstallation) et y compris une description des alternatives et variantes envisagées pour éviter les déplacements, ainsi que les mesures mises en œuvre pour minimiser autant que possible les réinstallations.

7. Identifications des Personnes affectées par le projet (PAP)

Identification de toutes les personnes, ménages, activités rémunératrices, biens et terres affectés par un

déplacement, une acquisition, une destruction, une perte de revenu ou une contrainte d'accès, que ce soit de manière temporaire ou permanente. Conformément à la Norme environnementale et sociale (NES) no.5 du CES de la BM, cette identification concerne toutes les terres, biens et activités rémunératrices, même si les personnes concernées n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent.

8. *Identification des sites de relocalisation envisagés*

Dans le cas où les impacts du Projet nécessiteraient la relocalisation de personnes ou d'activité économiques, le Consultant identifiera les sites de relocalisation envisagés, si possible en les cartographiant.

9. *Recensement des personnes déplacées et inventaire des biens*

Présentation des résultats d'un recensement aussi exhaustif que possible des personnes déplacées, de l'inventaire détaillé des biens affectés par le projet et des conclusions des études socio-économiques mener avec la participation des communautés affectées. Devront notamment être développés dans cette partie les éléments suivants :

- La liste et la localisation de l'ensemble des personnes ou activités économique affectées négativement, quel que soit leur statut juridique (propriétaire, détenteur de droit foncier, locataire occupant sans titre à des fins de logement, d'activité économique ou de subsistance) et qu'elles résident effectivement ou non dans la zone concernée au moment de la réalisation du recensement ;
- Les caractéristiques essentielles des personnes, ménages, activités économiques déplacés (âge, taille et organisant des ménages, type d'emploi, système de production, etc.) emportant une attention particulière aux populations dite vulnérables vivant dans la zone d'influence du projet (ménages dirigés par des femmes ou des enfants, personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes très pauvres, population autochtones, minorités, etc.) ;
- Les activités (formelles et informelles) génératrices de revenus ;
- Les revenus effectivement retirés de ces activités, le niveau de vie et l'état sanitaire des populations ou activités économiques déplacées ;
- Une estimation de l'ampleur des pertes de biens et de revenus ;
- Une présentation des régimes fonciers coexistant, des systèmes de session et des systèmes d'accès, d'utilisation et de gestion des ressources naturelles ;
- Une description des systèmes d'interaction sociale au sein des communautés déplacées (réseaux sociaux, assistance sociale, dispositifs d'aide, etc.) et mise en évidence des impacts du projet sur ces interactions ;
- Une présentation des infrastructures publiques, des services sociaux et des services mise en place par les communautés affectées par le projet.

10. *Cadre juridique*

Cette section présentera les cadres juridiques et administratifs nationaux, le droit coutumier, en particulier les points suivants :

- Analyse de l'ensemble des textes applicables aux activités de réinstallation occasionnés par le projet concernant notamment : les procédures d'expropriation, les modalités d'évaluation de la valeur des biens mobiliers, le droit d'usage des ressources naturelles, les procédures juridiques et administratifs applicables (notamment les procédures de délivrance de titres fonciers et d'enregistrement cadastral), les organismes ayant la responsabilité de mettre en œuvre les activités de déplacement et de réinstallation, etc. ;
- Analyse des écarts entre les dispositions juridiques du pays et celles de la NES no.5 afin d'identifier les écarts et de définir en conséquence les mesures complémentaires à intégrer dans le PAR avec comme objectif de réduire voire supprimer ces écarts ;
- Analyse du cadre juridique permettant en particulier d'identifier les dispositions relatives à trois éléments essentiels d'un PAR : la détermination du droit à une indemnisation et à une aide à la réinstallation (critères d'éligibilité), la détermination des niveaux d'indemnisation, la mise en place d'un mécanisme de recours et de règlement des plaintes des personnes concernées.

11. Cadre institutionnel

Cette section inclura une présentation du cadre institutionnel : services de la Région, services de l'Etat, ONG pouvant être impliqués dans la mise en œuvre du PAR, y compris les capacités institutionnelles de ces acteurs.

B - Partie définissant les mesures de compensation et les modalités pratiques de de leur mise en œuvre

12. Eligibilité

Cette section présentera les critères d'éligibilité à une compensation, indemnisation et/ou à une aide à la réinstallation, au rétablissement des moyens d'existence et à la restauration d'un niveau de vie au moins équivalent.

13. Mesures de compensation et d'indemnisation des pertes

Cette section présentera la méthode d'évaluation des pertes utilisée pour déterminer les coûts de remplacement intégral (économie, social, etc.) des éléments d'actif perdus du fait de la mise en œuvre du projet. Elle décrit les différents types et niveaux de compensation (remplacement des actifs perdu par d'autres actifs) et/ou d'indemnisation (« en espèces ») prévue par le droit national et le droit coutumier, et les mesures complémentaires envisagées (dans le cadre du PAR) pour parvenir au coût de remplacement intégral des actifs perdus.

A noter qu'en application des bonnes pratiques internationales, dans les zones rurales, les compensations nature sont à privilégier par rapport aux indemnisations en espèces, car elles permettent de restaurer plus facilement une construction sociale et les relations entre les membres des communautés déplacées. En revanche, en zone urbaine, là où les relations sociales sont plus complexes et où le foncier est généralement peu disponible, le recours aux indemnisations en espèces est plus courant. Le PAR doit alors décrire précisément les conditions de mise à disposition des indemnisations (versements sur des comptes bancaires, gestions des fonds par une ONG, égalité hommes-femmes au sein des ménages indemnisés, formation sur la gestion et l'utilisation de ces fonds, etc.).

14. Mesures d'aide à la réinstallation et à la restauration du niveau de vie

Cette section s'attachera à présenter les différentes formes et les différents niveaux d'aide à la réinstallation (en complément des mesures nos compensations et/ou l'indemnisation des pertes d'actifs) permettant de couvrir les frais liés par exemple à la relocalisation (déménagement, le transport, etc.), au logement temporaire, à l'achat de matériaux de construction, au raccordement aux réseaux, aux redevances, taxes ou impôts coutumiers, etc. Cette partie présente également les sites de relocalisation proposés (Ceci devant être de qualité au moins équivalente à celle des sites occupés initialement par les populations avant leur déplacement), les aménagements et les travaux de préparation de ces sites (bâtiments administratifs, services sociaux, assainissement, viabilisation, voies d'accès, clôture, stabilisation des sols, préparation des terrains agricoles, etc.).

Le processus de sélection pour déterminer les sites de relocalisation doit comprendre une évaluation de ses impacts potentiels et une description des mesures d'atténuation et de gestion de de ces impacts),

Les mesures d'aide à la réinstallation et à la restauration doivent aussi inclure les modalités pratiques de déplacements des personnes à relocaliser et toutes les mesures où activités destinées à permettre aux populations déplacées de retrouver un niveau de vie au moins équivalent (assistance technique, financière formation pour le développement de nouvelles activités économiques, pour la mise en place de nouvelles cultures, etc.).

Enfin, si le site de relocalisation est situé sur le territoire d'une autre communauté, cette partie du PAR présente également une évaluation des impacts sur ces communautés hôtes et les mesures d'atténuation à prévoir en conséquence afin que les communautés déplacées et les communautés hôtes bénéficient au final des mêmes conditions, dans le but notamment de limiter les risques de conflits ultérieurs entre elles.

15. Responsabilités institutionnelles

Cette section inclura une définition des rôles et responsabilité de tous les organismes, publics ou privés, gouvernementaux ou non gouvernementaux, qui seront impliqués dans la mise en œuvre des activités de déplacement et de réinstallation des populations. Elle précise également les mesures nécessaires au renforcement des capacités de ces organismes (y compris les mesures d'assistance technique) ainsi que les modalités de transfert des responsabilités vers les autorités locales et les populations réinstallées elles-mêmes

pour ce qui concerne en particulier la gestion des équipements et des services fournis par le Projet.

16. Consultation et participation communautaire

Cette section, en lien avec le PEPP, inclura une description des processus de consultation et de participation devant permettre à toutes les parties prenantes d'être informées sur le projet et ses effets de faire part de leurs craintes éventuelles, de leurs attentes et propositions d'amélioration, à chacune des étapes de planification, d'élaboration puis de mise en œuvre du PAR :

- La stratégie de consultation et de participation des personnes réinstallées et des communautés hôtes ;
- Les points de vue exprimés lors des consultations et la manière dont ils ont été pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PAR pour définir notamment la nature et le niveau des mesures de compensation ainsi que les modalités de mise en œuvre de la réinstallation ;
- Une comparaison des alternatives de réinstallation envisagé et une présentation des choix opérés par des personnes déplacées concernant notamment les mesures de compensation et d'aide à la réinstallation, les modalités de relocalisation, la conservation des systèmes d'organisation collective existants, le maintien de l'accès aux équipements collectifs (écoles, bâtiments administratifs, lieux de culte, commerces, etc. ;
- Les mesures prises pour s'assurer que les groupes les plus vulnérables (ménages pauvres, dirigées par des femmes ou enfants, femmes...) soient correctement représentés dans le cadre de ce processus de consultation et de participation ;
- Les canaux par lesquels les populations déplacées peuvent faire part de leurs préoccupations tout au long de la planification et de la mise en œuvre du projet (pour cet aspect particulier, voir le point suivant).

17. Mécanismes de recours et de règlement des plaintes

Cette section du PAR, développée en cohérence avec le Mécanisme de gestion des plaintes du PEPP, décrit les procédures permettant le règlement des différends nés de la réinstallation elle-même ou de ses conséquences. Cette procédure doit permettre à toute personne affectée de déposer une plainte ou une réclamation sans encourir des frais et en ayant l'assurance que cette plainte ou cette réclamation soit traitée de manière satisfaisante et dans un délai raisonnable.

La description du cadre de règlement des plaintes existant dans le pays hôte ou mise en place par le Maître d'ouvrage du projet en application du PAR, doit en particulier présenter les points suivants :

- Les dispositifs de recours institutionnels existants ;
- Le système de recueil et d'enregistrement des doléances ;
- Les procédures d'instruction des plaintes ;
- Le mécanisme établi pour statuer sur les plaintes et, le cas échéant, pour faire appel des décisions rendues ;
- Un calendrier théorique détaillant toutes les étapes du processus de règlement des plaintes et leurs délais associés ;
- Les dispositions particulières permettant de garantir à tous, y compris les populations les plus vulnérables, un accès identique à ces procédures et un traitement équitable de tous les groupes sociaux.

18. Budget :

Cette section du PAR présentera un budget détaillé couvrant l'ensemble des activités du PAR pendant toute la durée du projet, avec une ventilation des coûts par catégorie d'impact, types d'indemnisation et autres types de dépenses (formation, cession du projet de déplacement réinstallation, suivi de la mise en œuvre du PAR, etc.). L'origine des financements du PAR doit également être précisé (gouvernement hôte, promoteur du projet, etc.) ainsi qu'un calendrier prévisionnel des dépenses. Le budget doit également prévoir un poste de provisions notamment pour couvrir les risques d'inflation, de croissance démographique et de tout autre imprévu.

19. Calendrier d'exécution :

Cette section présentera le calendrier d'exécution de toutes les activités de réinstallation, de leur préparation

et à leur mise en œuvre effective, et jusqu'à restauration d'un niveau de vie au moins équivalent pour les populations affectées. Ce calendrier précise en particulier les dates prévisionnelles auxquelles les populations déplacées (et, le cas échéant, les communautés hôtes) pourront effectivement jouir des bénéfices de mesures prévues par le PAR, ainsi que les dates auxquelles les différentes formes d'aide à la réinstallation cesseront. Enfin, le calendrier d'exécution présente également clairement d'une part, les modalités de coordination entre la réalisation du projet et les travaux qui sont à l'origine des déplacements et, d'autre part les activités de réinstallation prévues au PAR.

20. Dispositif de suivi et d'évaluation :

Cette section décrit le dispositif de suivi de la réalisation des activités de réinstallation et d'évaluation des résultats obtenus en détaillant notamment les responsabilités organisationnelles, la méthodologie appliquée et le calendrier relatifs à la supervision et à l'établissement des rapports. Ce dispositif doit permettre de suivre l'avancement concret de la mise en œuvre du PAR (déroulement des activités de consultation et de participation des communautés, activités de réinstallation, etc.) et d'évaluer l'efficacité et la viabilité des mesures mises en œuvre en termes de rétablissement des moyens d'existence et de restauration d'un niveau de vie au moins équivalent. Ce dispositif a vocation à identifier, aussi précocement que possible, les éventuels problèmes liés à la mise en œuvre du PAR afin de procéder aux ajustements qui s'avèreraient nécessaires (mesures correctives ou préventives) pour la suite de la mise en œuvre.

4.6 Exigences complémentaires pour les livrables attendus

Tous les livrables seront rédigés en français et fournis sous format Word et PDF. Les annexes (cartes, photos, listes d'émargement, comptes rendus/procès-verbaux signés, fichiers cartographiques, etc.) seront aussi transmises.

Le cas échéant, tous les fichiers SIG seront transmis en format .kmz, .shp et/ou format standard reconnu et d'usage habituel.

Les photos des sites et des activités réalisées au cours de la prestation doivent également être transmises au maître d'ouvrage du projet et à l'AFD, en même temps que les livrables.

A la réception des livrables cités ci-dessus, chaque Région (et le cas échéant d'autres services de l'Etat) et l'AFD disposeront de 10 jours ouvrés pour les valider ou les amender. Le Consultant aura de son côté 10 jours ouvrés pour prendre en compte les commentaires et proposer une nouvelle version du livrable.

Tous les rapports et documents produits dans le cadre de la prestation mentionneront le soutien de l'AFD, qui sera également cité par l'équipe de Consultants le cas échéant lors de la communication publique. Les représentants de l'AFD au Maroc seront informés de tout événement public lié au projet. Il s'agira plus spécifiquement que la contribution financière de l'AFD soit mentionnée dans toute communication institutionnelle et apparaisse dans les supports de communication, documents institutionnels, rapports réalisés dans le cadre du projet moyennant l'apposition en couverture du logo officiel de l'AFD accompagné de la mention : « Ce document a été produit avec l'appui financier de l'AFD. Son contenu ne reflète pas nécessairement les opinions de l'AFD ».

Les logos de l'AFD sont à faire apparaître sur la page de garde de chaque livrable. Ils seront communiqués au démarrage de l'étude.

5 Qualification, compétence et expérience

Le Consultant devra posséder les qualifications, compétences, connaissances et expériences nécessaires pour mener à bien cette prestation, notamment en matière de :

- Préparation d'Études environnementales et sociales, notamment Études d'impact environnemental et social (EIES), Plan de gestion environnemental et social (PGES), Plans d'action de réinstallation (PAR) et des Plans d'engagement des parties prenantes (PEPP) ;
- Normes E&S (NES) de la Banque Mondiale ;
- Préparation d'études environnementales et sociales au Maroc, plus particulièrement en zones rurales ;
- Processus d'acquisition foncière et de déplacement de population.

Le Consultant mobilisera deux à trois experts :

Un(e) Expert(e) en Environnement possédant une excellente maîtrise du Français (oral et écrit), avec diplôme universitaire (maîtrise minimum) en sciences de l'environnement ou domaine similaire, au moins 15 ans d'expérience dans la réalisation d'EIES et PGES. Compétences avancées en collecte et analyse de données environnementales, ainsi qu'en gestion des risques et planification des mesures d'atténuation (y compris Santé et Sécurité au travail) dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, etc.). La maîtrise de l'arabe serait un atout.

Un(e) Expert(e) Social(e) compétent(e) en relations communautaires, réinstallation involontaire et questions foncières, diplômé(e) en droit, sociologie, anthropologie, agronomie ou équivalent, possédant une excellente maîtrise du Français (oral et écrit) et disposant d'au moins 15 ans d'expérience dans les processus de déplacement de populations, l'engagement des parties prenantes et consultations publiques, ainsi que la préparation et la mise en œuvre de PAR et PEPP. Et ce, dans le cadre de projets de développement, dans un contexte similaire et financés par les principaux Bailleurs de fonds (Banque Mondiale, Société Financière Internationale (SFI), Banque Africaine de Développement (BAD), KfW, etc.). La maîtrise de l'arabe et des expériences relatives aux relations avec seraient des atouts.

Des expertises complémentaires en relations communautaires et en population locale pourront être sollicitées pour apprécier, à dire d'expert, les enjeux en présence. Des techniciens en cartographie et Systèmes d'information géographique (SIG) apporteront également un appui pour la compilation des données et leur retranscription sous forme de cartes et schémas dans les différents rapports.

Un des experts sera désigné chef de mission. Une équipe composée d'experts internationaux et nationaux marocains est souhaitée.

6 Calendrier indicatif et gestion de l'étude

La durée nécessaire pour conduire l'étude est évaluée à environ 220 personnes-jour et les étapes envisagées sont les suivantes (à noter qu'il est souhaitable que les phases 2 et 3 se chevauchent ; le Consultant pourra tout à fait débiter la préparation des EIES (EESS)-PGES et des PAR en s'appuyant sur une première ébauche du DES) :

Activités	Calendrier
Phase 1 - Réunion de démarrage	Jour 1
Phase 1 - Remise du <u>livrable 1</u> (L1) Rapport de réunion de démarrage)	Jour 1 + 5 jours ouvrés
Phase 1 - Remise du <u>livrable 2</u> (L2) Revue de la documentation consultée - Programme d'entretiens avec les parties prenantes - Programme de missions de terrain	Jour 1 + 20 jours ouvrés
Phase 2 - Remise des <u>livrables 3 et 4</u> (L3, L4) Rapports DES et PEPP – version provisoire	Jour 1 + 3 mois
Phase 2 - Remise des <u>livrables 3 et 4</u> (L3, L4) Rapports DES et PEPP – version finale	Jour 1 + 4 mois
Phase 3 - Remise des <u>livrables 5 et 6</u> (L5, L6) Rapports EIES (EESS) – PGES, PAR) – version provisoire	Jour 1 + 5 mois
Phase 3 - Remise des <u>livrables 5 et 6</u> (L5, L6) Rapports EIES (EESS) – PGES, PAR) – version finale	Jour 1 + 6 mois

Sur la base des éléments connus, le Consultant fournira dans son offre un calendrier détaillé (mais provisoire) des services. Ce calendrier sera présenté et, le cas échéant, actualisé au début de la prestation en accord avec l'AFD. La prestation demande une coordination étroite avec la maîtrise d'ouvrage, les équipes techniques, l'AFD et la Région (et le cas échéant avec d'autres services de l'Etat). Pour cela, le Consultant est invité dans son offre à proposer un mode d'échange et de concertation entre les diverses parties.